



République du Niger

ENQUETE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AU NIGER (avril 2010):

RESUME EXECUTIF (mai 2010)

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ENQUÊTE

Avec un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant d'environ 340 dollars US et un taux de pauvreté estimé à 59,5% en 2008 selon l'enquête nationale budget consommation (ENBC), le pays est classé parmi les plus pauvres au monde. La structure de l'économie nigérienne reste dominée par l'agriculture qui contribue à environ 40% du produit intérieur brut et occupe 85% de la population active. Malgré son importance, le secteur agricole peine à se moderniser et reste largement tributaire des aléas climatiques. En outre, la forte croissance démographique (3,3% par an) que connaît le pays accroît la pression foncière avec comme résultat un morcellement continu des superficies cultivées, des rendements de plus en plus décroissants et l'expansion sur des terres marginales non adaptées à la culture pluviale. Cette forte dépendance de l'agriculture pluviale prédispose le pays à une grande vulnérabilité alimentaire et les années de faibles productions agricoles sont généralement sanctionnées par des crises alimentaires dont l'ampleur et la profondeur varient selon le niveau de déficit et les facteurs conjoncturels qui y prévalent.

L'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies aussi bien dans l'espace que dans le temps pendant la campagne agricole 2009/2010 ont entraîné des déficits céréalier et fourrager importants. La production céréalière de la campagne 2009/2010 a été estimée à 3 421 122 tonnes contre 4 905 200 tonnes en 2008 soit une baisse de 31%. Quant à la production fourragère, elle a enregistré un déficit record de 16 137 329 tonnes de matières sèches soit 67% des besoins du cheptel national. Déjà la campagne pastorale précédente (2008/2009) s'était soldée par un déficit fourrager de 31%. L'insuffisance de la production fourragère affecte toutes les régions du pays et des mouvements de transhumances vers les zones de pâturages ont commencé très précocement. L'accès à l'eau est une source de préoccupation importante, l'absence de pluies en 2009 ayant conduit au tarissement rapide des points d'eau.

La mauvaise production des cultures de rente, notamment le niébé et l'arachide a occasionné d'importantes pertes de revenu pour les ménages agricoles cette année. De plus, sous l'effet conjugué de la rareté des emplois saisonniers et d'une offre exceptionnellement plus élevée de la main d'œuvre dans les centres urbains du Niger



et du Nigeria, les revenus journaliers seraient en baisse de moitié par rapport à la normale selon FEWS NET.

Suite à la hausse historique des prix des denrées alimentaires de base enregistrés en 2008 tant sur le marché international que local, les prix des céréales se sont maintenus à des niveaux très élevés. Selon l'étude de marché conduite en 2010 par le SIMA, FEWS NET et le PAM, le prix des céréales a augmenté de 20% dans toutes les régions par rapport à la moyenne de la période 1991-2009¹. Sur le marché de Ouallam par exemple, le prix nominal du mil au consommateur a enregistré au cours de mars 2010 une hausse de 22% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 15% par rapport à mars 2005. Sur le marché de Maradi qui constitue un des marchés clés pour tout le pays, le mil a enregistré une hausse de 18% en mars 2010 par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 2% par rapport à 2005 à la même période.

Les conditions pastorales particulièrement difficiles cette année ont contribué à réduire significativement le pouvoir d'achat des ménages pastoraux et agro pasteurs qui dépendent beaucoup des marchés pour leur alimentation. Selon le Système d'Information sur le Marché à Bétail du Niger (SIMB), à la mi-mars, le prix de la vache a chuté de 19% par rapport à la même période en 2009. Les termes de l'échange seraient en baisse pour toutes les catégories de bétail. Ainsi sur le marché de N'Guigmi (zone pastorale dans la région de Diffa), les termes de l'échange ont enregistré une baisse de 41% en mars 2010 par rapport à la même période en 2009. Selon FEWS NET², les ménages pastoraux et agro pasteurs les plus pauvres sont les plus touchés par la dégradation des termes de l'échange et la décapitalisation. Ces ménages sont dans l'incapacité de se procurer des aliments pour le bétail dont les prix sont deux fois plus élevés cette année par rapport à l'année précédente.

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste précaire et touche toutes les régions du pays. Selon les résultats de l'enquête conjointe UNICEF/WFP/Gouvernement conduite en juin 2009, le taux de malnutrition aiguë au niveau national se situerait à 12,3%. Moins de la moitié de la population (41%) a accès aux services de santé de base et un enfant sur 5 meurt avant d'atteindre l'âge de 5 ans. Même en année normale, 40% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique.

La présente enquête fait suite à celles réalisées dans le pays (2006, 2007, 2008). Elle fait suite également à l'enquête rapide conduite en décembre 2009 qui est centrée sur la caractérisation de la vulnérabilité alimentaire des ménages. L'objectif principal de

¹ Albichi- Mensuel d'Analyse approfondie des marchés (SIMA/PAM/FEWS), N°3, janvier 2010

² FEWS NET : Niger perspectives sur la sécurité alimentaire-avril à septembre 2010



l'enquête d'avril 2010 est d'évaluer et de caractériser la situation alimentaire des ménages afin de mieux affiner le diagnostic. Les résultats permettront notamment d'orienter les réponses de l'Etat et de ses partenaires.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Cette enquête nationale sur la sécurité alimentaire des ménages au Niger a porté sur deux volets : urbain et rural. Le volet urbain a traité de la ville de Niamey, des villes d'Agadez, d'Arlit et de Tchirozérine ainsi que des chefs-lieux des autres régions. Le volet rural quant à lui a traité des centres urbains secondaires, de l'ensemble du milieu rural excepté celui d'Agadez.

L'échantillon urbain est composé de 168 grappes réparties en 3 strates, soit 3360 ménages. Quant à l'échantillon du volet rural, la taille totale est de 9200 ménages dans 460 grappes réparties dans 33 départements érigés en strates. Les grappes ont été tirées proportionnellement à leur taille au premier degré et 20 ménages ont été aléatoirement sélectionnés au second degré.

Afin d'apprécier la situation contextuelle, des focus groups ont été organisés dans 460 villages ou quartiers. Outre les informations liées à la disponibilité alimentaire, la présente enquête a également collecté des informations liées à l'accès alimentaire et à l'utilisation et permet ainsi d'apprécier la situation alimentaire sous toutes ses dimensions.

LIMITES DE L'ENQUÊTE

En raison de l'insécurité résiduelle dans la région d'Agadez, seuls les centres urbains d'Agadez, d'Arlit et de Tchirozérine ont été enquêtés.

COMBIEN DE PERSONNES SONT ACTUELLEMENT EN INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIGER ?

Rappel méthodologique :

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet Mondial de l'alimentation, FAO, Rome, novembre 1996). Cette définition contient trois concepts distincts mais reliés entre eux et qui sont chacun essentiels pour atteindre un état de sécurité alimentaire: la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation. La notion de sécurité alimentaire va donc au-delà de la seule production agricole ou de la disponibilité.

L'approche méthodologique adoptée dans le cadre de l'enquête en milieu rural est basée sur cette définition. La détermination des populations en insécurité alimentaire est fondée sur une analyse



statistique multidimensionnelle³ de quatre variables reflétant les trois dimensions de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation. Les indicateurs identifiés sont : le score de consommation alimentaire des ménages, les dépenses globales des ménages, le nombre de bétail et la prise en compte des stratégies de résilience développées par les ménages pour faire face à des difficultés alimentaires à travers le calcul d'un indicateur composite (indice de stratégie de survie). Ce dernier indice a l'avantage de mieux refléter l'insécurité alimentaire du moment. Les résultats obtenus ont été ensuite triangulés et validés avec d'autres indicateurs socio économiques tels que les sources de revenu et les stocks alimentaires disponibles dans les ménages.

En ce qui concerne le milieu urbain, la méthodologie utilisée est similaire à celle développée par FANTA (Food And Nutrition Technical Assistance) sur l'échelle d'insécurité alimentaire adaptée au contexte local nigérien. Cette méthodologie avait déjà été utilisée dans le contexte urbain sahélien notamment à Ouagadougou (Burkina Faso) par le CILSS.

L'analyse de la sécurité alimentaire courante des ménages au Niger montre que **l'insécurité alimentaire sévère touche 22,2% de la population soit 3,3 millions de personnes tandis que l'insécurité alimentaire modérée affecte 25,5% de la population soit 3,8 millions de personnes. Globalement, l'insécurité alimentaire sévère et modérée affecte 47,7% de la population soit 7,1 millions de personnes.** Le tableau ci-dessous montre la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le milieu de résidence et permet d'observer que les populations urbaines sont également très affectées.

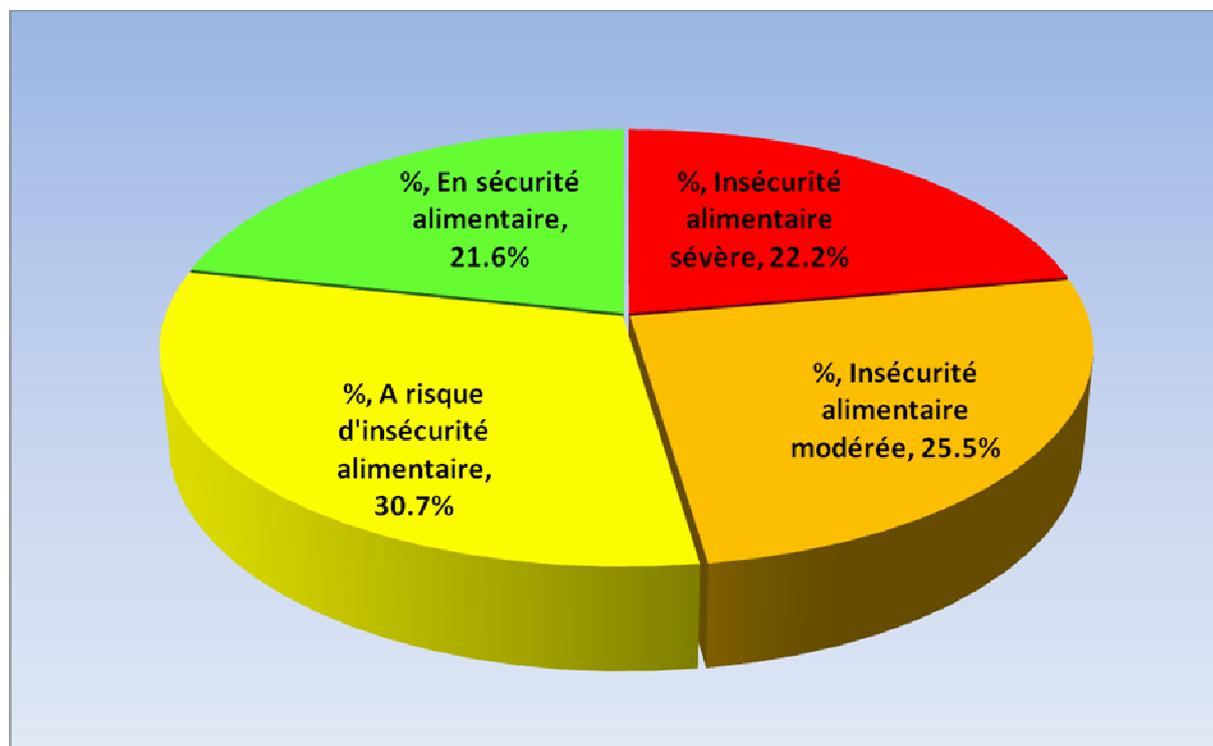
Tableau 1 : Effectifs et taux des populations selon le niveau d'insécurité alimentaire par milieu de résidence

Milieu de résidence	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère et modérée	
	% de la population	Population touchée	% de la population	Population touchée	% de la population	Population touchée
Urbain	25,8%	568.685	18,4%	404.621	44,2%	973.306
Rural	21,5%	2.732.972	26,7%	3.400.890	48,2%	6.133.862
Niger	22,2%	3.301.657	25,5%	3.805.511	47,7%	7.107.168

Prévalence de l'insécurité alimentaire au Niger

³ Une analyse en composantes principale a été faite sur les indicateurs retenus suivie d'une classification.





DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère en termes de proportion par rapport à leur population sont les suivantes: Maradi (29,3%), Tahoua (24,5%), Tillabéri (24,0%). Suivent les régions de Diffa (15,6%), Zinder (14,9%), Dosso (12,8%) et la périphérie de Niamey (6,5%).

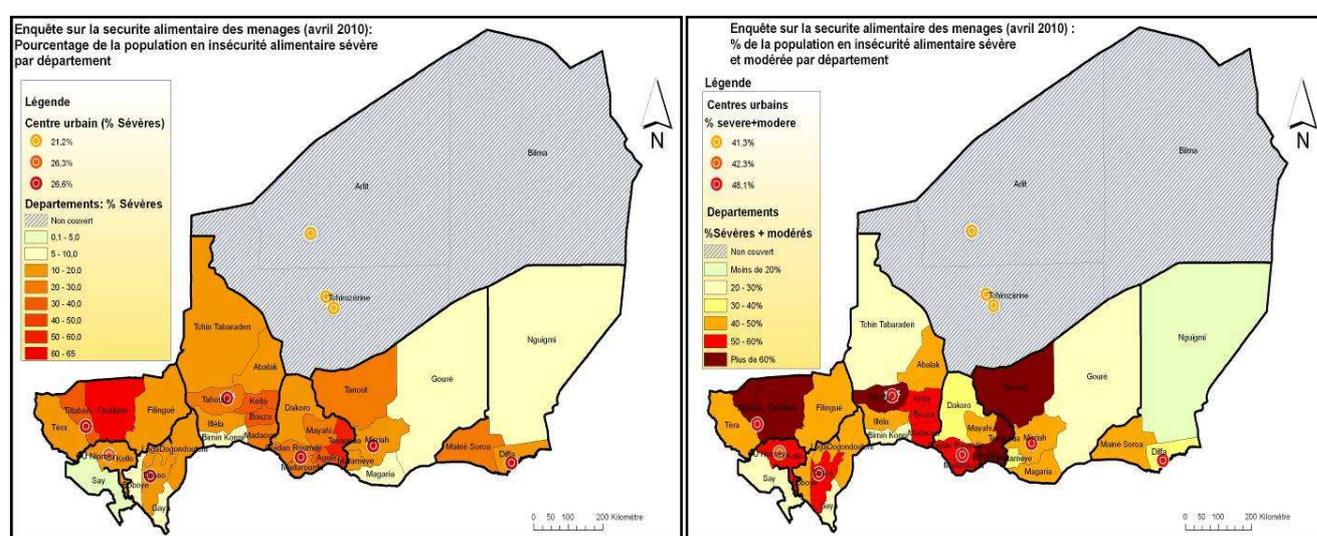
Les départements les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère en termes de proportion par rapport à leur population sont : Ouallam (64,1%), Tessaoua (56,9%), Bouza (37,6%), Keita (37,1%), Aguié (34,1%), Tillabéri (32,8%), Tanout (29,3%), Tahoua (28,9%), Madaoua (28,7%), Mayahi (26,6%), Guidan Roumdji (26%), Madarounfa (25,9%), Maine Soroa (23,3%). Ces 13 départements présentent des taux d'insécurité sévère alimentaire au-dessus de la moyenne nationale en milieu rural qui est de 21,5% selon l'enquête.

S'agissant des centres urbains, l'analyse montre que l'insécurité alimentaire sévère affecte globalement 25,8% de la population urbaine. Ce taux est de 26,6% dans les capitales régionales de Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder réunies. Il se situe

à 26,3% pour le centre urbain de Niamey et à 21,2% pour les centres urbains d'Agadez, d'Arlit et de Tchirozérine.

Suivant les zones agro écologiques, il apparaît que la zone agro pastorale est la plus affectée par l'insécurité alimentaire sévère avec 26,1% de la population de cette bande suivie de la zone pastorale avec 22,2% de la population et de la zone agricole avec 19,3%.

CARTES DE LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE



QUELLES SONT LES CATEGORIES DE MENAGES LES PLUS AFFECTEES PAR L'INSECURITE ALIMENTAIRE ?

En milieu rural

L'analyse du profil des ménages en insécurité alimentaire au Niger permet de formuler plusieurs conclusions. Tout d'abord, s'agissant des caractéristiques socio démographiques, on note qu'en milieu rural les ménages dirigés par les femmes sont plus affectés par l'insécurité alimentaire⁴ : le taux d'insécurité alimentaire au sein des ménages dirigés par les femmes est de 58% contre 48% pour ceux dirigés par les hommes. Si l'on examine également la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le

⁴ P=0.000 pour les tests de comparaison

statut matrimonial du chef de ménage, il apparaît aussi que les ménages dont le chef est divorcé (e) ou veuf (ve) enregistrent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés. Cette configuration des résultats est en partie liée au fait que les ménages dirigés par les femmes sont majoritairement constitués de chefs de ménages veuves (59% de l'ensemble des ménages ayant à leur tête une femme contre moins de 1% pour les ménages dirigés par les hommes). L'analyse révèle également qu'il n'y a pas de différence significative suivant la taille des ménages.

En second lieu, le profil socio économique des ménages en insécurité alimentaire montre qu'ils ne disposent ni suffisamment de revenus ni de stocks alimentaires pour couvrir leurs besoins alimentaires. Ils consacrent en moyenne entre 70 et 72% de leur budget à l'alimentation, disposant ainsi de très peu de ressources pour faire face à d'autres besoins vitaux tels que la santé et l'éducation. Ils éprouvent d'énormes difficultés d'accès à la nourriture et ont recours intensément à l'usage des stratégies de survie parmi lesquelles on peut citer :

- des stratégies du premier niveau, c'est-à-dire celles que les ménages appliquent pendant les chocs/crises de faibles ampleurs telles que la diminution de la quantité, de la qualité et de la fréquence des repas et le recours à la consommation inhabituelle d'aliments de pénurie ;
- des stratégies de niveau 2 c'est-à-dire, celles qui sont développées par les ménages pendant les chocs/crises d'ampleur moyenne notamment la vente de biens personnels et la vente d'animaux reproducteurs pour raison d'insécurité alimentaire ;
- des stratégies du niveau 3, c'est-à-dire celles qui sont développées par les ménages pendant les chocs/crises aiguës et qui se traduisent par la décapitalisation des moyens de production ou des principales ressources de base telles que la vente de biens d'équipements (animaux de trait, matériels agricoles, champs, parcelles).

Par ailleurs, l'examen de la distribution de l'insécurité alimentaire selon les sources de revenus des ménages montre que toutes les couches sociales de la population rurale sont affectées mais de manière plus prononcée pour les agro pasteurs, les travailleurs journaliers, les ménages fortement dépendants des transferts des migrants, ceux dépendants de la vente de bois et de paille.

En milieu urbain

Le profil de l'insécurité alimentaire des ménages en milieu urbain présente des similarités avec celui du milieu rural. Ainsi les ménages dirigés par les femmes affichent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés que ceux dirigés par les hommes. Environ



35% des ménages dirigés par les femmes connaissent une insécurité alimentaire sévère contre 25% pour ceux dirigés par les hommes. L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le statut matrimonial du chef de ménage indique corrélativement que les ménages dont le chef est divorcé constituent de loin la catégorie de ménages les plus affectées. En effet, les résultats indiquent que 41,5% des ménages de ce groupe sont en insécurité alimentaire sévère contre 29,4% pour les ménages ayant à leur tête des veufs (ves), 27,1% pour les ménages dont le chef est polygame et 24,6% pour les ménages dont le chef est monogame et 24,3% pour les ménages dont le chef est un célibataire. Cette configuration des résultats recoupe largement celle suivant le sexe du chef de ménage. La grande majorité des chefs de ménages divorcés (80%) ou veufs/ves (91%) est constituée de femmes. Le taux d'insécurité alimentaire parmi les ménages les plus pauvres⁵ est de 55% contre 10% pour ceux plus nantis.

Les informations recueillies en milieu urbain permettent également de stratifier les ménages suivant la durée d'installation dans les villes enquêtées. En effet, en raison de la précarité de la situation alimentaire en milieu rural, la migration a touché plus d'un ménage sur cinq (22%). Ces informations recueillies au niveau des centres urbains du pays ne suffisent pas pour cerner toute l'histoire des ces ménages notamment leur lieu de provenance, les raisons et leur nombre précis mais peuvent fournir des indications sur leur situation alimentaire. L'analyse des données collectées montre que le taux d'insécurité alimentaire est nettement plus élevé parmi les ménages qui se sont installés dans ces villes il y a moins de six mois c'est-à-dire parmi les nouveaux migrants. Globalement, l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) affecte 56% de ces nouveaux migrants contre 44% pour les autres catégories de la population urbaine. Quant à l'insécurité alimentaire sévère, elle affecte 37% des ménages nouvellement installés contre 26% en moyenne pour l'ensemble du milieu urbain.

FACTEURS AGGRAVANTS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIGER

Les causes de l'insécurité alimentaire au Niger sont multiples et multiformes. Outre les facteurs structurels liés aux conditions climatiques précaires, à la pauvreté chronique et à la forte croissance démographique, le pays est confronté à d'autres facteurs conjoncturels aggravants. Un questionnaire village a été administré et son exploitation donne les résultats suivants:

- **Baisse des revenus agricoles**

Dans 85,2% des villages enquêtés, la situation alimentaire s'est dégradée par rapport à celle de l'année dernière à la même période. Dans l'ensemble, près de la moitié des

⁵ La classification des ménages en pauvres moyens et nantis a été basée sur l'analyse des biens possédés basée sur une approche statistique multi variée.



villages (47,4%) ont été confrontés à une baisse de revenu agricole au cours des douze derniers mois. Cette baisse s'explique en grande partie par une faible production vivrière et des cultures de rente.

- **Rareté d'eau et de pâturage**

L'un de principaux signes annonciateurs d'une crise alimentaire les plus connus est la détérioration des termes de l'échange entre le bétail et les produits vivriers. En effet, en situation de crise alimentaire, les ménages sont contraints de vendre leur bétail quel qu'en soit le niveau des prix. L'absence d'eau ou de pâturage a été citée comme le problème le plus crucial par 46,6% des villages enquêtés. En outre, 86,9% des villages enquêtés ont indiqué que la situation des pâturages s'est dégradée comparativement à celle de l'année dernière.

- **Détérioration des termes de l'échange bétail contre vivres**

Pour 80,3% des villages enquêtés, les effectifs de bétail présentés sur le marché ont augmenté par rapport au mois précédent. Parallèlement l'offre des produits alimentaires en général et celle des céréales en particulier s'est contractée dans 61,3% des villages enquêtés. Cette situation se traduit par une baisse de prix de bétail constatée dans 86,1% des villages, par rapport au même mois de l'année dernière, et une hausse des prix des produits alimentaires dans 58,9% des villages.

- **L'insuffisance des structures de la prise en charge de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans**

Dans près de neuf villages sur dix (87,6%), la malnutrition des enfants de moins de cinq ans a été signalée. En moyenne, les centres de santé intégrés se situent à 11 km des villages. En outre, la fréquentation des centres de récupération n'est étendue à tous les enfants malnutris que dans deux villages concernés sur cinq (40,1%). En conséquence, la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans s'empire 59% des villages enquêtés par rapport au mois précédent.



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette enquête montrent que la situation alimentaire des ménages s'est considérablement dégradée en cette période de l'année. En dépit d'un niveau d'approvisionnement satisfaisant des marchés en céréales, beaucoup de ménages éprouvent des difficultés pour se procurer des vivres sur les marchés en raison notamment de leurs prix élevés et de la baisse des revenus liée aux mauvaises productions agricoles et fourragères. Déjà affectés par des chocs récurrents, la capacité des ménages à y faire face s'est érodée au fil des années et l'insécurité alimentaire s'est généralisée à presque toutes les couches de la population du pays.

A l'évidence, résorber l'insécurité alimentaire de manière définitive au Niger passe nécessairement par des actions de développement centrées sur le long terme. Toutefois la situation alimentaire, telle qu'elle se développe actuellement nécessite à court terme une importante assistance alimentaire.

En référence au Plan National de Contingence « Volet Sécurité Alimentaire » adopté par le Gouvernement en janvier 2008, ce niveau d'insécurité alimentaire dans le pays correspond au SCENARIO 2 « **Situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle critique** ».

Dans certains départements, le taux d'insécurité alimentaire sévère atteint des proportions inquiétantes : Ouallam (64,1% de la population) et Tessaoua (56,9%) de la population. Ce qui les place dans le SCENARIO 3 « **Situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle extrême** ». Dans les autres départements également très affectés, le taux d'insécurité alimentaire sévère varie entre 25% et 38% de la population traduisant ainsi le caractère généralisé de l'insécurité alimentaire.

L'assistance doit prendre plusieurs formes en tenant compte des besoins spécifiques de chaque groupe de ménages en fonction de son niveau d'insécurité alimentaire. **L'assistance sous forme de distribution gratuite ciblée** de vivres doit concerner prioritairement les ménages en insécurité alimentaire sévère. Dans certains cas, plusieurs formes d'assistance sont nécessaires à la fois de façon complémentaire en vue d'assurer une meilleure efficacité. Pour permettre aux ménages de mieux préparer la campagne agricole en cours, **une distribution gratuite de semences** est également nécessaire pour les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Les autres formes d'assistance telles que **les transferts monétaires, le food for work et ou le cash for**



work restent pertinentes dans des zones et des conditions bien identifiées. Pour les populations pastorales en plus de la distribution gratuite ciblée de vivres, des actions spécifiques telles que la distribution gratuite ciblée ou la vente à prix étudié d'aliments pour bétail. La création et le renforcement des banques d'aliments pour bétail sont également à envisager. En outre pour éviter une dégradation de la situation parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée ou à risque d'insécurité alimentaire, des interventions destinées à favoriser l'accès alimentaire des ménages comme **la vente à prix modéré** est envisageable.

En milieu urbain une analyse complémentaire est nécessaire pour affiner les formes d'intervention les plus appropriées en tenant compte des catégories des populations et des conditions de marchés. Toutefois, en raison de la précarité de la situation alimentaire en milieu urbain, une assistance alimentaire dans le court terme est requise. Les transferts monétaires conditionnels ou non conditionnels au profit des ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire constituent une option d'intervention opportune pour améliorer leur pouvoir d'achat.

Tableau 2 : Recommandations

Recommandations	Périodes	Acteurs
1. Réunion du comité national de prévention et de gestion des crises alimentaires pour affiner le ciblage géographique	Mai 2010	Gouvernement et partenaires
2. Actualisation et mise en œuvre du plan de soutien aux populations vulnérables	Mai à Septembre 2010	Gouvernement et partenaires
3. Suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle	Avril à décembre 2010	Gouvernement et partenaires
4. Conduire une enquête de sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu pastoral	A déterminer	Gouvernement et partenaires
5. Accélérer la mise en place de programmes sur les filets sociaux de sécurité	Juin 2010	Gouvernement et partenaires
6. Renforcer les capacités opérationnelles de la coordination du système d'alerte précoce	Juin à Septembre 2010	Gouvernement et partenaires
7. Systématiser l'enquête de sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en milieu urbain	2010	Gouvernement et partenaires



ANNEXE1 : Situation alimentaire par milieu, par région, par zone agro écologique et estimation de la population concernée

Régions	Insécurité alimentaire "Sévère"		Insécurité alimentaire "Modérée"		A risque d'insécurité alimentaire		En sécurité alimentaire	
	% Pop	Pop. Concernée	% Pop	Pop. Concernée	% Pop	Pop. Concernée	% Pop	Pop. Concernée
<i>Diffa</i>	15,6%	66686	20,1%	85747	42,5%	181319	93320	21,9%
<i>Dosso</i>	12,8%	246219	29,4%	566294	41,2%	794276	321172	16,7%
<i>Maradi</i>	29,3%	827004	26,5%	747999	30,2%	849773	393510	14,0%
<i>Tahoua</i>	24,5%	622134	23,6%	598710	39,3%	996775	320295	12,6%
<i>Tillabéri</i>	24,0%	588416	27,9%	683884	28,9%	708053	470218	19,2%
<i>Zinder</i>	14,9%	381479	27,8%	712466	36,0%	920177	544169	21,3%
<i>Niamey périphérie</i>	6,5%	1034	36,4%	5790	37,9%	6028	3049	19,2%
<i>Zone agricole</i>	19,3%	1573851	27,5%	2238489	35,3%	2874957	1461156	17,9%
<i>Zone agro pastorale</i>	26,0%	968776	26,6%	991131	34,8%	1298176	472612	12,7%
<i>Zone pastorale et désertique</i>	22,2%	190345	20,0%	171270	33,1%	283268	211965	24,7%
Total rural	21,5%	2732972	26,7%	3400890	35,0%	4456401	2145733	16,8%
<i>CU Agadez</i>	21,2%	51160	20,1%	48542	4,8%	11512	54,0%	130464
<i>CU Diffa – Dosso – Maradi - Tahoua – Tillabéri - Zinder</i>	26,6%	203356	21,5%	164383	4,1%	31745	47,8%	365786
<i>Niamey</i>	26,3%	314169	16,0%	191696	4,8%	57373	52,9%	633106
Total urbain	25,8%	568685	18,4%	404621	4,6%	100630	51,3%	1129356
Niger	22,2%	3316056	25,5%	3805511	30,7%	4590563	21,6%	3227158





ANNEXE2: Situation alimentaire en milieu rural par département et estimation de la population concernée

Département	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		A risque d'insécurité alimentaire		En sécurité alimentaire	
	% Pop	Pop. concernée	% Pop.	Pop. concernée	% Pop.	Pop. concernée	% Pop.	Pop. concernée
Diffa	10,3%	16045	22,4%	35001	47,9%	74741	19,4%	30344
Maine soroa	23,3%	45597	21,8%	42633	39,3%	77049	15,6%	30632
N'guigmi	6,7%	5044	10,8%	8113	39,4%	29529	43,1%	32344
Dosso	18,6%	71680	32,9%	126933	32,7%	126508	15,9%	61255
Boboye	5,8%	21139	39,9%	144352	38,6%	139601	15,7%	56847
Dogondoutchi	14,9%	98824	25,8%	170361	50,9%	336187	8,4%	55664
Gaya	8,6%	29274	20,7%	70208	34,5%	116943	36,2%	122981
Loga	14,1%	25302	30,4%	54440	41,9%	75037	13,6%	24425
Madarounfa	25,9%	102016	31,0%	122228	17,7%	69600	25,4%	100101
Aguié	34,1%	127030	28,3%	105608	28,2%	105122	9,4%	35163
Dakoro	12,0%	70567	27,5%	161203	43,4%	254552	17,1%	100181
Guidan roudji	26,0%	122188	29,7%	139709	26,4%	124191	18,0%	84753
Mayahi	26,6%	141101	23,3%	123529	40,8%	216186	9,2%	48790
Tessaoua	56,9%	264102	20,6%	95722	17,3%	80122	5,3%	24522
Tahoua	28,9%	105700	32,4%	118219	28,3%	103492	10,4%	37918
Abalak	17,2%	18655	29,5%	32054	34,5%	37426	18,9%	20478
Birni konni	8,4%	41118	21,5%	105246	59,8%	292695	10,3%	50148
Bouza	37,6%	140617	15,5%	58114	42,7%	159978	4,2%	15620
Illéla	19,3%	68518	27,0%	95964	33,4%	118941	20,3%	72191
Keita	37,1%	109095	19,6%	57591	35,5%	104412	7,8%	23010
Madaoua	28,7%	123707	27,0%	116059	30,0%	129293	14,2%	61285
Tchintabaraden	12,2%	14724	12,8%	15463	42,0%	50538	32,9%	39645
Tillabéri	32,4%	76997	31,2%	74038	26,3%	62459	10,1%	24066
Filingué	17,8%	95642	27,2%	146359	29,6%	158936	25,4%	136827
Kollo	17,3%	74647	36,1%	155407	30,6%	131657	16,0%	68926
Ouallam	64,1%	239222	20,6%	76981	11,2%	41665	4,2%	15502
Say	1,6%	4958	25,2%	77706	36,3%	111609	36,9%	113597
Téra	17,2%	96950	27,2%	153393	35,8%	201727	19,8%	111300
Mirriah	14,9%	116129	27,1%	211757	39,8%	310897	18,1%	141639
Goure	6,1%	18848	17,9%	55374	34,2%	105650	41,7%	128851
Magaria	9,9%	66502	34,3%	231501	29,6%	199643	26,2%	176898
Matameye	13,5%	45132	20,8%	69492	51,6%	172504	14,2%	47458
Tanout	29,3%	134868	31,4%	144342	28,6%	131483	10,7%	49323
Niamey périphérie	6,5%	1034	36,4%	5790	37,9%	6028	19,2%	3049
Niger rural	21,5%	2 732 972	26,7%	3 400 890	35,0%	4 456 401	16,8%	2 145 733

